

[Text]

The term "comprehensive auditing" is sometimes used to summarize our work and is considered to include the following: our attest work, which is basically giving an opinion on financial statements. It includes our authority work, which really is verifying compliance with authorities and various legislation. The third element of comprehensive auditing is usually recognized as value-for-money auditing; that is, verifying if due regard has been given to the three Es—economy, efficiency and effectiveness. Again, I might remind you that there is a certain limitation in our mandate concerning effectiveness. The Auditor General is not expected to comment on effectiveness of programs per se, but rather on measures of effectiveness, how government measures effectiveness.

Our main products as an office, and this is what you work with from time to time—first of all, the main one is our annual report. I suppose I should not put one ahead of the other, but the annual report is what you are perhaps most familiar with, and the 1991 report will be tabled in early December. Next, we have our opinion on the summary and financial statements of the Government of Canada. This is found in the public accounts, following the summary and financial statements. It is also reproduced in chapter 2 of our annual report.

We also issue special examination reports on crown corporations, under the requirements of the Financial Administration Act. These are issued to the board of directors of these crown corporations and by exception, depending on the circumstances, to the House of Commons.

• 0935

We also issue a multitude of attest opinions on crown corporations and various other entities of the government. We also have a variety of secondary products to facilitate the use of our main products; namely, we have available for you an EDP copy of our annual report on disc, as well as a 10-year compact disc version of our—

**The Chairman:** What is an EDP copy?

**Mr. Desautels:** It is a diskette that can be read by computer.

Pour terminer, j'aimerais dire quelques mots sur certains des principaux joueurs dans le régime de gestion financière. Il y a d'abord le ministre des Finances qui est responsable des politiques fiscales du gouvernement et donc du budget annuel; ensuite, il y a le ministre des Approvisionnements et services qui tient la comptabilité et effectue tous les déboursés du gouvernement. Il y a aussi le président du Conseil du Trésor qui gère les dépenses du gouvernement et qui est responsable des politiques administratives et des politiques relatives aux ressources humaines. Enfin, on peut parler du contrôleur général qui établit les politiques comptables et s'assure de leur respect.

Le vérificateur général, pour sa part, est indépendant du gouvernement, mais il doit être en contact de façon régulière avec les joueurs que je viens de décrire, et cela pour effectuer son travail et régler différents problèmes qui surgissent invariablement.

[Translation]

On résume parfois notre travail par les termes «vérification intégrée», qui comprennent les opinions que nous donnons sur les états financiers, la vérification que nous faisons des comptes par rapport aux autorisations données et aux diverses lois pertinentes. Le troisième élément d'une vérification intégrée est ce que l'on appelle en général la vérification d'optimisation des ressources, c'est-à-dire vérifier si l'on a tenu compte des trois E, économie, efficacité et efficacité. Là encore, je dois vous rappeler que notre mandat est quelque peu limité en ce qui concerne l'efficacité. Le vérificateur général n'est pas censé faire de commentaires sur l'efficacité des programmes en soi, mais sur les mesures d'efficacité, sur la façon dont le gouvernement mesure l'efficacité.

Nos principaux produits sont ce que vous utilisez de temps à autre—tout d'abord, notre rapport annuel. Peut-être que je ne devrais pas d'ailleurs les citer dans un ordre de priorité, mais le rapport annuel est probablement ce que vous connaissez le mieux, et celui de 1991 sera déposé au début de décembre. Ensuite, nous donnons notre opinion dans le sommaire et les états financiers du gouvernement. Cela se trouve dans les comptes publics, après le sommaire et les états financiers. C'est également reproduit au chapitre 2 de notre rapport annuel.

Nous publions également des rapports d'examen spéciaux sur les sociétés d'État, conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces rapports sont soumis aux conseils d'administration de ces sociétés et, exceptionnellement, selon les circonstances, à la Chambre des communes.

Nous émettons d'autre part une multitude d'opinions sur les sociétés d'État et diverses autres entités gouvernementales. Nous avons aussi plusieurs produits secondaires pour faciliter l'utilisation de nos principaux produits; notamment, nous avons une copie informatisée de notre rapport annuel sur disquette et une version sur disque compact de 10 ans. . .

**Le président:** Qu'entendez-vous par informatisée?

**M. Desautels:** C'est une disquette qui peut être lue par ordinateur.

To conclude, I would like to say a few words on some of the main players in the regime of government financial management. First there is the Minister of Finance, who is responsible for the government fiscal policies and for the annual budget; then there is the Minister of Supply and Services, who has an accounting function and pays all the accounts for the government. Then there is the President of the Treasury Board, who manages government expenses and who is responsible for administrative and human resource policies. Then we can mention the Comptroller General, who establishes accounting policies and ensures that they are being complied with.

The Auditor General, however, is independent from the government but must be in regular contact with the players I have just mentioned in order to do his work and solve the various problems that invariably occur.